



FÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

CHIMIE (0044) . PHARMACIE INDUSTRIE (0176) . RÉPARTITION PHARMACEUTIQUE (1621) .
FABRICATION PHARMACEUTIQUE À FAÇON (1555) . OFFICINES (1996) . LAM (0959) .). PÉTROLE
(1388) . CAOUTCHOUC (0045) . PLASTURGIE (0292) . INDUSTRIES ET SERVICES NAUTIQUES (3236) .
NÉGOCE & PRESTATIONS DE SERVICES DANS LES DOMAINES MÉDICOTECHNIQUES (1982)

LA MOBILISATION DES SALARIÉS EST INDISPENSABLE !



La situation économique et sociale en France, comme en Europe, continue de se dégrader sous les politiques d'austérité mises en œuvre par les tenants du capital. Partout, le patronat se sert de la crise pour remettre en cause les droits sociaux et les garanties collectives, pour faire pression sur les salaires et réduire les prestations sociales, conduisant à la paupérisation et la précarisation des couches de plus en plus nombreuses de salariés et retraités.

Depuis le début de l'année, les plans antisociaux se multiplient, jetant à la rue des milliers de travailleurs et leurs familles. Rien que dans les industries chimiques, près de 8 000 suppressions d'emplois sont annoncées, sans compter l'annonce funeste de France Chimie avec 15 000 licenciements à venir.

Depuis plus de 30 ans, le travail a été la variable d'ajustement. Pour accroître la rentabilité du capital et les dividendes des actionnaires, les capitalistes ont exercé une pression sans précédent pour réduire le « coût » du travail, comme ils aiment le dire, en organisant la dégradation des conditions de travail, de la qualité du travail et de son efficacité. Ils ont dévalorisé les qualifications, en développant la précarité et la pression salariale, en accentuant la pression sur les normes de travail et d'emploi ainsi que les systèmes de protection sociale et de santé.

Le problème n'est pas le travail, qui est la seule véritable source de richesse dans l'entreprise, mais bien le coût du capital, qui exige toujours plus de

dividendes au détriment de l'investissement dans l'outil de travail.

Les richesses créées par le travail doivent être réinvesties dans l'appareil productif, l'emploi, la formation professionnelle, la satisfaction des besoins sociaux et la protection de l'environnement.

LE CAPITALISME SOUS PERFUSION DE L'ÉTAT

Les entreprises privées ont reçu près de 200 milliards d'euros d'aides publiques, soit plus de 30 % du budget de l'État, et deux fois le budget de l'Éducation nationale. De l'argent du contribuable, sans aucune contrepartie, qui, bien souvent, sert à licencier les créateurs de richesse.

Le développement industriel et des services publics est indissociable d'une meilleure sécurisation de l'emploi et de droits d'intervention des salariés sur leur travail, leur emploi et la stratégie de leur entreprise.

NOUS NE POUVONS PLUS RESTER SANS RÉAGIR EN ATTENDANT QUE LES MAUVAIS COUPS TOMBENT CHEZ L'ENTREPRISE VOISINE.

RÉPONDONS AUX APPELS DE DÉFENSE DE NOS EMPLOIS, QU'ILS SOIENT LANCÉS PAR LA FÉDÉRATION, L'UNION DÉPARTEMENTALE, L'UNION LOCALE OU LE SYNDICAT CGT.

**ENSEMBLE, NOUS SOMMES PLUS FORTS :
SOYONS UNIS ET SOLIDAIRES
FACE AU CAPITAL !**